



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : Catherine REVOL

☎ : 04.56.59.49.76

📠 : 04.56.59.49.96

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N° 2015

Le Préfet de l'Isère

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) et ses articles L.171-6, L.171-7, L.511-2, L.512-1 et L.514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône alpes, du 2 avril 2015, réalisé à la suite d'une visite d'inspection effectuée le 20 mars 2015 sur le site de la société ECOAT sur la plate-forme chimique de Roussillon ;

VU la lettre du 22 avril 2015 par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport du 2 avril 2015 à la société ECOAT et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son site de ROUSSILLON ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 11 mai 2015 ;

VU la réponse de la DREAL en date du 8 juin 2015 ;

CONSIDERANT qu'au cours de la visite d'inspection du 20 mars 2015, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'entreprise ECOAT exploite, au sein de la plate-forme chimique de ROUSSILLON (bâtiment 32), des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, au regard notamment de la rubrique n°2660 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que l'entreprise ECOAT ne dispose pas des autorisations requises, au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement, pour exploiter lesdites installations ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

AR R E T E

ARTICLE 1er – La société ECOAT, dont le siège social est situé ZI des bois de Grasse, 1 avenue Louison Bobet-06130 GRASSE est mise en demeure, **dans un délai de trois mois**, de régulariser la situation administrative des installations classées qu'elle exploite au sein de la plateforme chimique située sur la commune de ROUSSILLON.

Pour se faire, l'exploitant dépose auprès des services de la direction départementale de la protection des populations de l'Isère, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter dans les formes prévues aux articles L.512-1 et suivants du code de l'environnement.

Le délai mentionné s'entend à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant , dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5 - - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, la Sous-Préfète de Vienne, le Maire de ROUSSILLON et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la société ECOAT.

Fait à Grenoble, le **12 JUIN 2015**

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Patrick LAPOUZE